

quiconque prend charge de quelque entreprise est de faire un inventaire, d'établir la balance et de vérifier la situation. Du 16 octobre au 31 mars, le ministre avait eu amplement le temps d'étudier l'état des finances du pays. Je ne doute point qu'il ne l'ait fait et, lorsque, le 13 mars 1912, il s'est présenté devant la Chambre, il était en mesure de dire où nous en étions.

Permettez-moi de m'écarter un moment de mon sujet pour dire à ceux qui aujourd'hui défendent le Gouvernement et qui alors étaient dans l'opposition qu'ils ne cessaient de nous reprocher l'absence de tout excédent, le mauvais état de nos finances, et disaient qu'arrivés au pouvoir ils se faisaient forts de montrer au peuple que nous visions uniquement à lui jeter de la poudre aux yeux en alléguant un excédent qui n'existait pas, et qu'une comptabilité honnêtement conduite ferait voir où en était le pays. Après cinq mois de recherches et de préparation par un financier de la valeur du ministre des Finances, celui-ci présenta à la Chambre son budget.

Qu'il me permette d'appeler son attention et celle du pays sur le témoignage qu'il a lui-même rendu au legs qui lui a été fait. Ce témoignage de sa part, ou de n'importe quel membre de la droite, ne peut avoir, j'en suis sûr, que beaucoup de poids auprès du peuple. Je suis fâché de lui avoir entendu l'autre jour dénoncer ce legs et dire qu'il ne s'y trouvait rien, que c'était pour lui un fardeau trop lourd, même pour ses puissantes épaules. Lui qui semble n'avoir besoin de l'aide de personne, lui qui ne compte que sur ses propres capacités, voici que maintenant il arrive à croire que cet héritage n'était pas, après tout, aussi brillant, aussi séduisant qu'il lui avait d'abord paru. C'est ce qui arrive généralement à tout homme à qui une fortune est laissée par ses parents ou quelque bienfaiteur; quand cette fortune est dépensée, elle perd tout son attrait. Que la Chambre me permette de lui dire le jugement qu'a rendu mon honorable ami sur la situation du pays la première fois qu'il a eu l'occasion de prendre ici la parole. On le trouvera à la fin du discours qu'il a prononcé le 13 mars 1912, en présentant son budget:

Je le répète, tous se réjouiront de voir que nous continuons d'avoir en partage la prospérité matérielle dont nous avons joui dans une si large mesure.

Malgré les vicissitudes éprouvées par les récoltes de blé de l'Ouest et la chaleur inusitée qui s'est fait sentir l'été dernier dans la province d'Ontario, la moisson au Canada a été abondante et, grâce au prix élevé de presque tous ses produits la grande industrie fondamen-

tales, l'agriculture, se maintient dans un état florissant. Presque toutes les branches du commerce intérieur et extérieur accusaient des progrès. Le rendement de nos mines est merveilleux. Nos pêcheries côtières, notamment celles de l'Atlantique, ont livré de bonnes prises qui se sont vendues à des prix élevés. Nos fabricants sont prospères et de nouveaux établissements industriels surgissent dans toute l'étendue du Canada. La construction des voies ferrées, surtout dans l'Ouest, va du même train et prépare les voies à la colonisation des régions encore inhabitées et à l'ouverture de nouveaux débouchés pour notre commerce. L'augmentation des dépôts, des compensations et de la circulation du papier-monnaie de nos banques, la quantité d'édifices privés ou publics qu'érigent les municipalités et les maisons de commerce, l'agrandissement de l'outillage industriel et des habitations dans presque tous les coins du pays, tout témoigne qu'à l'heure qu'il est il règne une grande prospérité dans tout le Canada.

Notre pays est encore la terre promise aux yeux de ceux qui se cherchent un foyer. L'an dernier, nous en avons eu la preuve, le nombre des émigrés venus d'Europe et des Etats-Unis a atteint, terme moyen, un millier par jour, et ils ont mis à contribution leurs fonds, leur intelligence et leur courage pour coopérer à la grande œuvre du développement des ressources du Canada et de l'édification de la nationalité canadienne. On a autrefois fait beaucoup de commentaires que j'approuve sur le choix des immigrants en vue de préserver la qualité et le caractère de nos futurs concitoyens. Malgré le flot de l'immigration, la situation ouvrière est bonne, et l'indigence, sauf dans les cas d'infirmité et d'infortune, est presque inconnue.

Dans les circonstances favorables que j'ai décrites et vu qu'il est très probable qu'elles se maintiendront, un brillant avenir semble être réservé au Canada. Jouissant de la paix, de l'abondance et de la prospérité, ses habitants courageux, dévoués et patriotes s'attendent avec confiance à un sort meilleur encore.

C'est là, monsieur l'Orateur, l'exposé brillant et vrai de la situation dans laquelle nos amis de la droite ont trouvé les affaires du pays le 6 octobre 1911. Il est triste d'avoir à dire qu'il n'a pas fallu beaucoup de temps pour amener une situation qui se présente sous un tout autre aspect.

Dans l'almanach à couverture jaunée, nous avons souvent vu une gravure illustrant l'effet du remède de Kendall contre l'éparvin. Une double image nous montre un cheval avant et après l'emploi de ce remède. L'état de dépérissement de ce cheval avant l'emploi n'offre rien de comparable au tableau peignant le Canada après qu'il eut goûté quelque temps du régime conservateur. On a déjà fait observer que, dans un moment où les fonds nous manquent, nous nous plongeons tête baissée dans la dépense. Mais avant d'aborder ce sujet, je dirai que ce discours du ministre des Finances m'a appris autre chose. Nous avons tous d'ailleurs, j'en suis